

## Recherches sociographiques



William D. COLEMAN, *The Independence Movement in Quebec, 1945-1980*

Gilles Gagné

Volume 26, Number 1-2, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 I

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056151ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056151ar>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this review

Gagné, G. (1985). Review of [William D. COLEMAN, *The Independence Movement in Quebec, 1945-1980*]. *Recherches sociographiques*, 26(1-2), 279–282.  
<https://doi.org/10.7202/056151ar>

William D. COLEMAN, *The Independence Movement in Quebec, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1984, 274p.

Jadis, comme chacun sait, les Amérindiens étaient rouges et ce fut pure facilité, de la part des Français, que de les appeler *Peaux-rouges*. Ceux-ci donnèrent bientôt la réplique à leur vis-à-vis dans ce qui allait devenir une joute de criage de noms et les baptisèrent, si on me passe l'expression, *Visages pâles*; visages d'autant plus pâles, d'ailleurs, qu'ils se montraient bien souvent sur le fond noir d'une robe cachant le reste de cette peau dont les Amérindiens comprenaient aisément qu'elle faisait honte à leur propriétaire. Laiteux et maladifs, voulaient dire les Peaux-rouges en parlant de ceux-là qui perdaient leurs dents l'hiver; blancs comme neige, comprirent les malades, qui se firent évidemment un compliment de l'ironie autochtone. Par contagion, par hybridation ou par insolation, cependant, la partie exposée des blancs nés en Amérique se mit à rougir, et surtout à rougir des Français couverts de dentelles qui leur apportaient leur paye. Coincés entre le snobisme des métropolitains et la raillerie des sauvages, ils se dirent qu'eux seuls avaient à la fois l'étoffe du pays et la grâce de Dieu: Français et Peaux-rouges pouvaient bien rire ensemble, les *Canayens* riraient les derniers.

C'est à ce moment, hélas, que les canons de Sa Majesté ouvrirent à Québec une colonie de vacances pour les vétérans écossais, qui eux-mêmes ouvrirent un centre d'accueil pour les loyalistes; il passa tant de curieux qu'il en resta quelques-uns, et comme ce n'était pas ceux qui avaient le plus d'imagination qui trouvaient des charmes aux arpens de neige de la colonie, ils se glissèrent auprès des Visages pâles bronzés dans l'appellation de *Canadiens*. L'opération fut grandement facilitée par le fait que les Canayens essayaient à ce moment-là de se faire passer pour plus bronzés qu'ils ne l'étaient, afin de prendre la place des Indiens pour ce qui est de la cueillette des peaux de bête. Quand ils sortirent du bois (en même temps que les arbres que l'on s'était mis à couper) et qu'ils revinrent de la chasse, les Canayens n'avaient pas perdu leur place, mais c'était tout comme. C'est donc dans l'espoir que les Canadiens se contenteraient de ce qu'ils avaient déjà qu'ils s'établirent sur les terres de roches (tandis qu'il en restait) à titre de *Canadiens-trait-d'union-français*. Et là, ma foi, les visages redevinrent à la longue assez pâles (et les soutanes pas mal noires).

Les choses traînèrent quelque peu en longueur mais la générosité, après 1867 en particulier, ne fut pas sans faire de progrès chez les Canadiens; si bien qu'un beau jour, las de jouir en égoïstes des produits Am-way qui montaient du Sud, ils proposèrent aux Canadiens-trait-d'union-français de construire au Nord un grand réseau Can-way, afin de bouter la mortalité infantile (et le capital américain) en dehors de Sainte-Émilie-de-l'Énergie (et de Montréal/Toronto). Les Canadiens étaient prêts pour cela à ouvrir la porte de leur nom à toutes les teintes de peau et à créer enfin, pour le vrai, une seule grande pyramide commerciale et culturelle de *Canadiens-sans-trait-d'union*. Juste retour des choses, dirent d'aucuns: puisque les Canayens avaient toujours bafoué l'orthographe avec la plus profonde insouciance, quel joual vert d'objection pouvaient-ils avoir à ce qu'on leur enseigne qu'en bon français, « Canayen » se traduit Canadien-sans-trait-d'union?

Pour mener à bien cette gigantesque opération d'alphabétisation, il fallait s'occuper un peu de logistique, et c'est seulement parce qu'ils avaient de bonnes références dans le domaine que l'on fit appel aux services de renseignements linguistiques de l'État français. Sollicité pour des avis techniques, cependant, l'État français s'imagina avoir affaire à l'État du Québec, et les journalistes de Paris, désinformés par Félix Leclerc et toujours sur le qui-vive pour ce qui est de piquer les Anglais, saluèrent bien fort cet État-français-d'Amérique présumé. Expédiée au Québec dans la même soute que les règles de traduction et de bon parler qui avaient été commandées, l'expression « État du Québec » s'em mêla à ces règles à la faveur d'une tempête, et lorsqu'à l'arrivée on ouvrit cette boîte de Pandore, les Canadiens-sans-trait-d'union qui payaient des taxes au Québec furent transformés, *traduttore traditore*, en *Québécois*, pendant que ceux qui n'avaient pas ce privilège assistaient, impuissants, à la confusion. Confusion qui devint générale, on s'en souvient, lorsque De Gaulle décida de se charger lui-même du service après vente. (Selon Chaban Delmas, qui a écrit une

biographie de ce grand démarcheur, c'est sur le balcon du maire de Montréal, P. E. Trudeau, que furent livrées les dernières... coquilles.)

Telle est donc l'origine du grave problème qui afflige aujourd'hui le reste des Canadiens-sans-trait-d'union, celui de leur nom. Ce problème a la forme d'un dilemme : ou bien ils gardent pour leur usage exclusif la notion de Canadiens-sans-trait-d'union, et alors ils ont l'air d'exclure du Canada les Québécois qui ont pris la peine de voter pour y rester; cela pourrait compromettre le réseau Can-way, auquel, semble-t-il, tout le monde tient. Ou bien ils se rebaptisent Ontariens, Colombiens-britanniques, Île-du-Prince-Édwardiens, etc., et alors ils font planer sur le réseau l'anticipation menaçante d'un effritement en sous-réseaux. Alors? Alors, « c'est compliqué en diable ». Ajoutez au problème que les sciences sociales ont besoin que les choses aient un nom pour en parler (y compris pour dire qu'elles ne sont pas ce que leur nom dit qu'elles sont), et vous avez une situation passablement angoissante : faute de Canadiens-trait-d'union-français, on ne peut plus parler des Canadiens-trait-d'union-anglais, et si pour y arriver on leur réserve la notion de *Canadians* tout court, alors on choque le Québécois. (Le référendum a-t-il fait de ce Visage pâle un visage à deux faces? une qui *opt-in* pour des droits et l'autre qui *opt-out* pour les monnayer?) Bref, les *Canadiens-du-reste-du-Canada* ne trouvent pas très jolie la dénomination que la québécoité leur laisse, comme quoi, à trop respecter le nom de l'autre, on finit par perdre le sien. Quant aux *social scientists*, ils se demandent s'il sera possible de se passer encore bien longtemps d'un nom pour cette chose qu'est le Canada moins le Québec. Dans ce vide, le point de vue des cégépiens se fraye sa voie, point de vue selon lequel il y a au Canada deux grands groupes : les Québécois et les *Non-québécois*. Quand les choses seront allées assez loin dans ce sens (l'an prochain, par exemple), on verra alors un gouvernement du Québec se mettre à déborder de générosité en direction des Non-québécois et leur proposer un *deal* historique ainsi libellé : « Pour protéger le syncrétisme culturel québécois de l'invasion par le capital américain et pour protéger le capital non-québécois de l'invasion par la culture américaine, unissons-nous côte à côte et buvons un coup à la santé de ce grand pays de *Québécois-sans-trait-d'union*. »

Bref, heureusement que les Non-québécois peuvent compter sur les Québécois pour continuer à jouer au jeu de l'identité; ainsi, tout espoir n'est pas perdu d'arriver un jour à trouver un nom pour les habitants du Pakistan qui borde le Québec des deux côtés. D'ici là, la négation du négateur et les aller-retour entre diverses solitudes définies les unes par les autres nous vaudront leur cortège habituel de rebondissements standards; si jamais la lassitude s'installe dans tous les camps à la fois et que cette histoire-là meure de sa belle mort, on pourra toujours revenir sur d'anciens aller-retour et s'en déduire une recette pour en concocter de nouveaux. La manière dont un nom est venu à la Révolution tranquille pourra servir de cas type. La formule est assez simple : il faut d'abord un Jean Drapeau (premier ministre du Bas-Canada?) qui parle « d'abattre le régime » et qui réclame pour le salut du Canada-français une indispensable « révolution pacifique »; il faut ensuite un Duplessis qui prétend que c'est sous son régime que cette révolution pacifique a été lancée; un René Lévesque qui profite du bicentenaire de la Conquête pour prédire que le monstre bicéphale ne vivra pas cent ans ne nuit pas, surtout s'il ajoute que ce divorce civilisé se fera pacifiquement; vous pouvez ajouter un « désormais », un ou deux « c'est le temps que ça change » et trente rinistes qui annoncent une « révolution nationale » respectueuse de la démocratie — voilà pour l'aire sémantique où se débattent vos chambres de commerce, vos syndicalistes, vos fonctionnaires nouveau style, vos étudiants, vos curés en rupture de ban, vos coopérants, vos P.M.E., vos Saint-Jean-Baptiste, vos citélibristes ainsi que quelques ratons-laveurs. Envoyez là-dedans un journaliste du *Globe and Mail* afin qu'il vous dise ce qu'il en est au juste de toutes ces révolutions; si, traduisant du mieux qu'il peut ce qu'on lui dit, il rapporte à Toronto un *paper* où il est question d'une « *Quiet revolution* », alors vous êtes bien parti, car vous recevrez la nouvelle par retour du courrier et force vous sera faite de traduire de nouveau. Cré diable! direz-vous, pour ne pas être en reste avec les émois métropolitains, c'est bien de cela qu'il s'agit : une révolution tranquille! Dès lors, le sort des variantes sera scellé : foin des révolutions silencieuse, bureaucratique ou pacifique; vive la tranquille! Si vous êtes chanceux, un Léon Dion fera ensuite remarquer, comme en passant, que

l'expression est venue de Toronto et que, sur le terrain, la chose est en train de s'enliser dans l'ambiguïté que ce nom a mis au programme du destin ; ne sous-estimez pas la morsure de ce grain de sel, brassiez encore pendant dix-douze ans et espérez que Posgate et McRoberts fassent un jour le bilan de ces développements : s'ils disent que Léon Dion a dit que c'est un gars de Toronto qui l'a dit, tout est dit. La gourmandise vous travaille encore ? Traduisez cet excellent bilan et mettez-le au programme dans les écoles péquistes : ça vous fera un dessert, car s'il est dit aussi dans le bilan que la révolution tranquille est loin d'être une chose évidente, s'il est dit qu'elle ne s'est pas même baptisée elle-même et s'il est dit qu'il y a une bonne demi-douzaine de types d'interprétations de ce qu'elle fut, c'est sans doute que tout cela est vrai. Les écoliers nés durant ces années mythiques pourront tout à loisir faire dire au bilan que la révolution tranquille est une vue de l'esprit qui a poussé après coup sur des mots creux, et que les diktats du capital et de la démographie ont transplanté le Canada-français dans la société québécoise sans que les débats concernant ce qu'il fallait faire servent à autre chose qu'à mystifier les protagonistes sur ce que les intérêts et la force des choses faisaient tout seul. Cela vous fera une nouvelle thèse sur la révolution tranquille, facile à résumer celle-là : elle n'a pas eu lieu. Et tout cela parce que le nom sera venu de Toronto, ce qui d'ailleurs sera à moitié faux.

Le livre de W.D. Coleman, *The Independence Movement in Quebec, 1945-1980*, relève de ces transactions et montre ce qu'elles peuvent produire de valable. Coleman veut expliquer l'indépendantisme et postule que, pour y arriver, il faut comprendre la révolution tranquille ; sa thèse est dans ce postulat. Pour ce faire, il passe en revue et classe par type les interprétations de la révolution tranquille qui lui paraissent les plus importantes (*i.e.* celles qui imputent la révolution tranquille aux intérêts ou à l'action d'une classe ou d'une catégorie sociale), en montrant les faiblesses de chacune. C'est en quelque sorte le retour du courrier : des analyses qui avaient en vue l'identification des forces en présence et qui visaient le plus souvent à prendre position d'une manière intelligente reviennent comme un souvenir prendre place dans l'espace polémique qu'elles ont contribué à former et sont confrontées après coup à des développements historiques qui étaient pour elles les sables de l'avenir où se perdent toutes les conjectures. Les faits sur lesquels ces analyses se fondaient (et dont les développements ultérieurs ont confirmé la pertinence) sont examinés à nouveaux frais et les diverses manières dont furent reconnus ou méconnus les « problèmes » du Canada-français et du Québec dans les années 1945-1980 deviennent autant de pistes pour Coleman.

Bref, parti des théories que son objet s'est faites de lui-même et des faits où ces théories se sont appuyées, l'auteur les pondère les unes par les autres et propose une explication du mouvement indépendantiste qui n'étonne que par sa netteté : le mouvement indépendantiste fut une conséquence de la révolution tranquille, comprise comme application aux problèmes économiques et politiques du Canada-français d'une solution qui ruinait la culture qui le constituait comme entité distincte. Les Canadiens français ne pouvaient pas recourir à l'État comme moyen de la « belle totalité » culturelle qu'ils formaient sans se transformer en citoyens québécois et faire de l'État qui les définirait désormais une fin ; c'est logique. (Évidemment que l'on pourrait dire : et pourtant ils ont réussi à faire l'un sans l'autre, puisque ce mouvement indépendantiste-là est devenu moribond avant d'avoir atteint son but.) Cette perspective conduit tout naturellement Coleman à privilégier la vision du rapport Tremblay (qui anticipait la contradiction) et à négliger les courants indépendantistes qui précèdent le P.Q. (dont on devrait dire, selon son explication, qu'ils anticipèrent les conséquences de la révolution tranquille).

Pourquoi le rapport Tremblay ? Parce que Coleman y trouve le chant du cygne du vieux Canada-français faisant la carte de ses impasses. Nous voici donc au crépuscule : les intellectuels organiques d'une formule de société qui se sait condamnée accouchent enfin du concept de cette société et lui composent de ce fait une oraison funèbre. On peut leur faire confiance : retranché derrière une palissade linguistique, cajoilé du berceau au tombeau par ses clercs, sobrement administré par un gouvernement frugal et efficace, obligé envers ses proches par des liens sacrés et responsable de son salut, le Canadien français a vécu, disent-ils alors, dit Coleman. Il ne peut survivre, comme type, au

moyen de l'État sans se nier ; il ne peut pas négliger l'État sans laisser l'État central l'absorber comme client de ses programmes ; et il ne peut plus abandonner à d'autres l'économie sans que le soufflet de leurs forges n'éteigne le feu de son foyer.

Le Canadien français est donc coincé. À partir de ce constat, Coleman veut montrer que les intérêts particuliers qui firent néanmoins se rencontrer diverses couches sociales sur la solution étatique étaient destinés à transformer le problème du « salut du Canada-français » en mouvement indépendantiste de masse, *précisément* parce que la modernisation étatique équivalait à une intégration plus poussée du Québec au capitalisme canadien ainsi qu'à une ouverture plus grande aux influences de l'*american way*. C'est seulement alors que l'indépendantisme pourra compter sur une réaction communautaire profonde dirigée contre ces deux conséquences de la révolution tranquille.

Pour faire de l'indépendantisme une réaction à la perte des protections culturelles, non seulement Coleman est-il obligé de se donner une vision nostalgique et idyllique de celles-ci, mais encore doit-il se donner un décalage temporel qui le fait s'intéresser à l'indépendantisme seulement à partir du moment où ce mouvement intéresse sa thèse. Les choses sont plus compliquées que ça. D'abord, ceux qui dès la fin des années cinquante voulaient que l'État du Québec, « modernisé et puissant », « se fasse l'entrepreneur attiré de notre peuple » (Alliance laurentienne) et qui portaient d'une conception « positive » et antilibérale du rôle de l'État, occupèrent si bien la scène de la modernisation des institutions québécoises (théorie de l'État-levier, de l'État interventionniste) qu'ils refoulèrent vers Ottawa les « nationalistes » libéraux qui attendaient de l'État la délimitation seulement négative du domaine des libertés (les droits et libertés... du fait français). Ils sont donc loin d'avoir été inimportants. Ensuite, la position libérale était elle-même affectée d'une contradiction dans la mesure où elle demandait la reconnaissance formelle d'une langue et d'une culture (le multiculturalisme) à un État qui avait déjà pris positivement (substantiellement) en main la gestion de l'économie, des affaires sociales et de la culture « canadienne ». (Donc ambiguïtés et flottements de ce côté-là aussi.) Autrement dit, même en accordant à Coleman toutes ses prémisses, on est obligé d'élargir le système de contradictions qu'il examine et surtout de voir que l'indépendantisme était, dès les années cinquante, une des manières d'envisager ces contradictions et de tenter de voir au-delà ; on pourrait même dire, pour agacer sa thèse au maximum, qu'à partir de 1960, l'indépendantisme ethnique/défensif (puisque c'est de cela que Coleman s'occupe) ne pouvait que décliner et que, jusqu'à la prise du pouvoir par le P.Q., le mouvement s'est principalement appliqué à liquider cette composante. Puisque Coleman parle beaucoup d'intégration au Canada, ajoutons que c'est précisément dans cette histoire-là que le Québec a commencé à devenir une véritable communauté politique et que le gouvernement de la province est devenu plus qu'un enjeu administratif ; pour les Québécois de toutes dénominations, « le fédéral » a glissé en cours de route vers le fond de la scène. Cette intégration plus grande du Québec politique, cependant, n'a rien en réserve pour l'avenir, parce que le statut du politique s'est modifié au même rythme et que dorénavant les technocraties sont toutes du même gris. Dans ce sens, l'image de Coleman risque d'être le mot de la fin : dans le champ canadien, le Québec est un enclos assez bien délimité mais l'herbe qui pousse dans cet enclos est pareille à celle qui pousse aux alentours, car elle n'est l'objet d'aucune culture particulière. Coleman, cependant, fait confiance à l'enclos des Canayens et garde espoir.

Gilles GAGNÉ

*Département de sociologie,  
Université Laval*